

Sondage : les Bruxellois veulent être maîtres chez eux

Quel avenir pour la région de Bruxelles Capitale ?

Selon une enquête menée pour Le Soir, Viva Bruxelles et Télé Bruxelles par le centre d'études politiques (Cevipol) de l'ULB, ils sont (les 3.145 répondants) à 95 % pour une entité qui a le statut de Région à part entière.

L'avenir ? Les Bruxellois le voient plutôt en solo... en cas de scission. Ils sont en effet 35,69 % à considérer que Bruxelles doit devenir un district européen. Un concept plutôt étrange vu qu'il n'a jamais réellement existé que dans la tête de Louis Tobback, le bourgmestre de Louvain. ■

► **P.2 & 3 NOTRE DOSSIER
+ LE SONDAGE + ENTRETIEN
AVEC DIDIER GOSUIN**

Les Bruxellois veulent être maîtres chez eux

L'ESSENTIEL

- Quel avenir pour Bruxelles ?
- Une Région à part entière dans l'Etat fédéral, disent 95% des sondés.
- En cas de scission, c'est plutôt l'avenir solitaire qui a la cote.

Les francophones, unanimes, ne transigeront pas : Bruxelles est une Région à part entière. Et si le pays se scinde, la capitale unirait son sort à la Wallonie ; nom de code : plan B. Les néerlandophones, eux, se divisent. Le VLD, le SP.A et Groen reconnaissent à Bruxelles un statut de Région comme les autres. Le CD&V et la N-VA entendent par contre cogérer la ville. Mais qu'en pensent les Bruxellois ? Nous leur avons demandé, dans le cadre d'une enquête menée par Pascal Delwit, prof de sciences politiques à l'ULB. Verdict ?

1. Non à la cogestion

Moins de 5 % des 3.145 sondés se prononcent, dans le cadre de la Belgique actuelle, pour une cogestion de Bruxelles par les deux Communautés. Sans surprise, ils sont encore moins nombreux (2,7 %) chez les francophones. Mais ils ne sont que 18,5 % chez les néerlandophones de la capitale, à défendre cette thèse. « C'est la confirmation que le sentiment régional monte à Bruxelles, commente Pascal Delwit. Chez les francophones mais aussi chez les néerlandophones. En décalage, donc, avec les positions que défendent la N-VA ou le CD&V. »

2. L'avenir ? Plutôt en solo

En cas de scission, les Bruxellois plébiscitent... le district européen. Un choix étrange, le concept n'ayant jamais existé que dans la bouche de Louis Tobback ? Un choix pas étonnant puisque, lors d'un sondage réalisé (avec une autre méthodologie) pour *Le Soir* à l'automne 2010, 24 % des sondés optaient déjà pour cette formule. « Cela apparaît, sans doute, comme une solution attractive, commente Pascal Delwit. Cela fait référence au statut de capitale de l'Europe, cela semble gommer les tensions entre francophones et néerlandophones... » Dans le même temps, ils sont 17,9 % à opter pour le statut d'« Etat indépendant » (23 % en 2010). « Cela fait peur à certains, qui craignent que ce ne soit pas viable », pense Pascal Delwit. Au total, 53,5 % des sondés sont tentés par l'aventure en solitaire. Davantage d'ailleurs côté néerlandophone (63 %) que francophone (52,6 %).

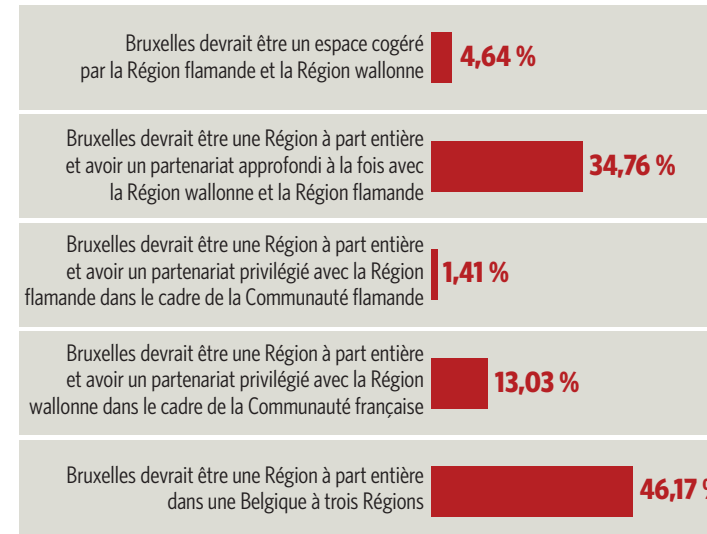
3. Le MR, très régionaliste

C'est au sein de l'électorat du PS... mais aussi du MR qu'on retrouve les régionalistes les plus convaincus. « Or, le MR n'est pas le parti qui a le discours le plus régionaliste, observe Pascal Delwit. Il est en donc en rupture avec ses électeurs. Sans surprise, par contre, le profil est plus communautaire dans l'électorat CDH et Ecolo. » ■ **V.La.**

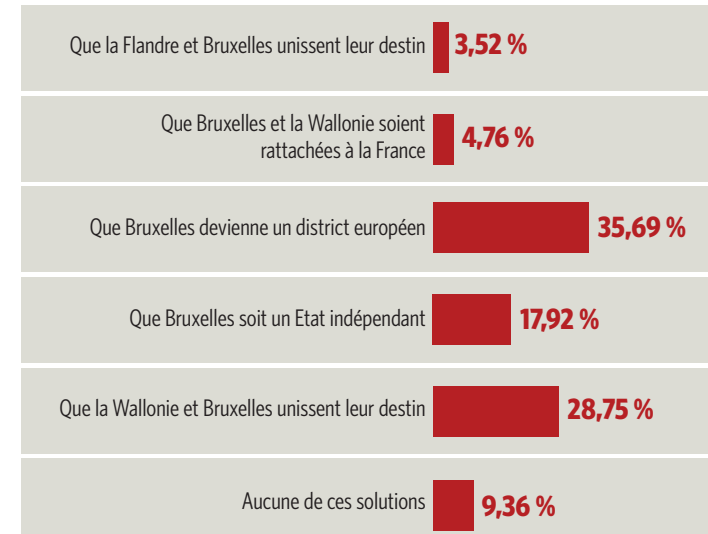


SONDAGE : QUEL AVENIR POUR BRUXELLES

1 Dans le cadre d'une Belgique fédérale ?



2 En cas de scission du pays ?



ENQUÊTE menée, pour *Le Soir*, Viva Bruxelles et Télé Bruxelles, par le Centre d'études politiques (Cevipol) de l'ULB, sous la responsabilité académique de Pascal Delwit. Au total, 3.145 réponses, récoltées par les sites Internet des trois médias auprès de citoyens bruxellois, ont été traitées. © ROGER MILUTIN.

Gosuin : « La preuve qu'il faut demander l'avis des Belges »

ENTRETIEN

Didier Gosuin est chef de file de l'opposition MR-FDF à Bruxelles et membre de la Commission Wallonie-Bruxelles.

Votre réaction au sondage ?

Les Bruxellois rejettent massivement la cogestion : 80 % des sondés estiment que Bruxelles est une Région comme les autres. Encore plus intéressant : 77 % des néerlandophones le disent ! Jusqu'ici, dire que Bruxelles est une Région à part entière, c'était perçu comme une agression !

Ca l'est toujours : Brigitte Grouvelles (CD&V) hurle...

Ces gens-là, manifestement, ne représentent plus l'électorat néerlandophone. Attention, jamais personne n'a dit que Bruxelles doit s'enfermer dans ses murs et se faire approvisionner par hélicoptère !

C'est quoi, alors ? Si on transfère des compétences, c'est aux Régions qui sont, aujourd'hui, le centre de gravité du pays. Evidemment, là, on rentre en conflit avec des exigences au Nord, qui réclament que des compétences importantes aillent aux Communautés. Insoutenable et impossible. Mais on ne change rien pour les compétences actuelles ?

Vouloir des universités bruxelloises et wallonnes, cela n'a pas de sens au moment où on essaie d'avoir une réflexion sur le plan européen, c'est Bologne. On simplifierait pourtant le paysage institutionnel en supprimant les Communautés ?

Impossible. Toute culture a besoin d'une institution qui la représente. Je ne trouve pas illégitime qu'il y ait des liens entre néerlandophones, qu'ils soient en Flandre, à Bruxelles, en Wallonie, à l'étranger. Vouloir supprimer les Communautés, ce serait créer le blocage total.

On n'arrivera pas à une solution aussi radicale ! Par contre, vu les exigences du Nord, il y a un risque qu'on accroisse les compétences des Communautés ; là, le danger est énorme pour Bruxelles. Ce serait la mort lente de la Région, avec le développement de nationalismes communautaires.

Tous les francophones ne sont pas aussi clairs, certains cultivent le flou, avec la Fédération Wallonie-Bruxelles...

C'est d'abord l'affirmation que Bruxelles est égale à la Wallonie, la reconnaissance politique par les Wallons, c'est important. Et c'est l'affirmation qu'on ne se sortira pas du mal belge sans renforcer les coopérations entre Régions. Avec la Wallonie mais aussi avec la Flandre. Le problème c'est que, depuis 1989, le gouvernement flamand n'a jamais reçu officiellement le gouvernement bruxellois. Alors, nous, Bruxellois, on prend ce qu'on peut : les Wallons, eux, ils ont fait un pas important.

Le MR du mal à se positionner clairement (lire ci-contre) ?

La position est celle que j'exprime : les Régions sont le centre de gravité, il faut maintenir le rôle actuel des Communautés.

Priorité, donc aux Régions... Oui, mais avec des mécanismes de coopération obligatoires entre entités. A ce jour, il n'y en a pas. Trop facile. On a le réflexe de dire : ah ça, ce n'est pas ma compétence, on se renvoie la balle et finalement on ne fait rien. On est dans un fédéralisme de concurrence ! Exemple ?

Quand la Région flamande veut élargir le Ring, elle le fait sans consulter Bruxelles. C'est le règne du bon vouloir et en pratique c'est plutôt le mauvais vouloir. Il faut passer à un fédéralisme de coopération.

Un slogan ?

Non, une nécessité. Si on donne plus de compétences à des entités qui sont concurrentes, par exemple en matière fiscale, cette réforme de l'Etat ne sera que le marchepied de la fin de la Belgique. Soyons lucides : l'Etat belge ne fonctionne pas parce que notre fédéralisme ne fonctionne pas. L'Etat fédéral est immobilisé dès qu'il n'y a pas unanimité, il est dépourvu de sa capacité de faire la synthèse, d'imposer un point de vue. Et les entités fédérées peuvent se faire une concurrence folle. Ces vices-là font que le fédéralisme apparaît comme une impasse et que, pour d'autres, la seule issue possible, c'est la fin de l'Etat.

Il n'y a plus d'espoir pour le pays ? Si ! Il y a de l'espoir, regardez votre sondage. On nous a toujours dit que les Bruxellois étaient divisés. En fait non. Il faut écouter la population. Or, aujourd'hui, pour paraphraser Wesphael (cf. page 4), ce sont les partis qui s'expriment.

Une consultation populaire alors ? Oui, on peut ! Il serait intéressant d'aller à la rencontre des Belges, avec des questions claires. Les grands principes de la réforme n'ont jamais été soumis à l'avis des Belges. Ce sont les partis qui décident. Dès qu'il y en a un qui dit : « Ah non, ça on ne veut pas », on n'en parle pas. La

participation s'est emparée du débat. Tout le pouvoir est entre les mains des partis, et encore, c'est presque une oligarchie, c'est quelques-uns dans chaque parti. Prenons le temps de soumettre des principes clairs à une consultation populaire ou à une étude menée par des universités du pays... Si on avait fait ça, on aurait gagné beaucoup de mois !

Parce que les négociateurs... sont prisonniers de leur jeu politique, prisonniers des rapports de force, prisonniers des discours des autres partis. Et finalement c'est autour de ça que se développent les stratégies. Il faut s'extraire de ça. La Région bruxelloise a les moyens d'assumer de nouvelles compétences ?

Bien sûr, il faut un refinancement. Mais c'est une erreur de dire que, pour résoudre les problèmes de Bruxelles, il faut d'abord résoudre les problèmes de la Belgique. On s'est mis dans une posture où on donne l'impression qu'on est incapables d'agir : on attend le refinancement. Erreur ! On a l'obligation de réformer et de rationaliser ce qu'on peut. Nous serions plus forts si nous bougions, si on sortait de la posture de quémandeurs.

Difficile, dans le contexte actuel, de mettre d'accord francophones et néerlandophones à Bruxelles ?

Je ne vois pas où est le problème de réduire le nombre de sociétés de logements sociaux de 33 à 19 ou de réorganiser le bagayage des rues... Le gouvernement bruxellois prend ça comme prétexte pour ne pas mener ces débats, difficiles.

Les Bruxellois sont frileux ? On est dans le jeu participatif ! A Bruxelles plus qu'ailleurs ?

La carte politique est plus éclatée. C'est vrai, faire des choix, cela implique de se faire taper sur les doigts. Les meilleurs garants d'une gestion efficace de Bruxelles, ce sont les deux partis dominants, le PS et le MR. On a un poids électoral, ensemble, qui permettrait de faire avancer les choses. La coalition idéale, pour Bruxelles, ce serait MR/PS/VLD/SP.A. Quand on est dans la situation dans laquelle on est, à Bruxelles, on n'a pas le droit à l'immobilisme. Et là, depuis sept ans, on s'y complait. ■

Propos recueillis par VÉRONIQUE LAMQUIN



© COLVIER/PAPÉRIÉS

A.Dimitrie Brand

C'est maintenant ou jamais. Série limitée E 200 CDI AMG Sport Edition.

Pour plus d'infos, surfez-vite sur www.maintenantoujamais.be

€ 40.500 TVAC*

5,4 - 5,9 l/100 km • 141 - 153 g CO₂/km

Informations environnementales AR 19/3/2004 : www.mercedes-benz.be - Donnons priorité à la sécurité. *Offre valable pour les particuliers pour une E 200 CDI Berline auprès des points de vente Mercedes-Benz agréés participant à l'action et jusqu'à épuisement du stock. Non valable pour une voiture sur commande.

Mercedes-Benz

17639100